

---

# SESSION ANNUELLE 2012 DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

## *Revenir aux fondamentaux : relier politique et commerce*

Genève, 15-16 novembre 2012

---

*Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen*

Point 2

PC-WTO/2012/2-R.1  
16 octobre 2012

### PREPARATION DE LA SESSION ANNUELLE 2012 DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

*Document de travail présenté par Shri P.C. Chacko (Inde)*

#### LE COMMERCE, OUTIL DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE, DE LA CREATION D'EMPLOI ET DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Il y a longtemps que l'on débat du rôle du commerce international dans la croissance économique, la création d'emploi et la réduction de la pauvreté, et ce débat s'intensifie aujourd'hui en raison du ralentissement durable de l'économie mondiale.

Croissance, emploi et équité sont étroitement liés. Selon les théories communément admises en matière de commerce international, l'essor des échanges commerciaux s'accompagne d'un besoin accru de main-d'œuvre et, partant, de la création de nouveaux emplois, ce qui alimente la croissance économique, contribue à la redistribution des richesses et, par voie de conséquence, à la lutte contre la pauvreté.

Le commerce est important pour la croissance économique, et des échanges libres et équitables sont utiles pour surmonter les problèmes de chômage et de pauvreté en général. Toutefois, les effets du commerce sur le chômage varient d'un pays à l'autre car d'autres éléments entrent aussi en ligne de compte. Ainsi, par exemple, les avancées technologiques ont une forte incidence sur l'emploi et la productivité, profitant à certains emplois et en détruisant d'autres.

Les progrès technologiques ont très largement stimulé le commerce des services, avec pour corollaire la création de très nombreux emplois hautement qualifiés. La croissance économique et le développement du commerce créent de l'emploi, c'est incontestable. Cela étant, le lien de causalité entre commerce et création d'emploi est une question complexe sur laquelle les travaux de recherche ne sont ni concluants, ni suffisants. Il est largement admis désormais que la libéralisation a un effet de redistribution, en ce sens qu'elle crée des emplois dans certains secteurs et en détruit dans d'autres. L'accroissement de la production à des fins d'exportation crée des emplois, c'est un fait, mais inversement la substitution des importations à la production intérieure se ressent sur l'emploi et engendre des bouleversements. Il n'est pas facile de requalifier et de reclasser les travailleurs dont les emplois ont été détruits. Alors qu'un travailleur d'un pays donné retrouvera facilement un emploi, un travailleur d'un autre pays, avec le même profil et dans une situation comparable, aura peut-être beaucoup de mal à en retrouver un.

Il est établi que la libéralisation du commerce crée des emplois et en détruit ou en supprime d'autres. A mesure que les pays s'élèvent dans la chaîne de valeur, la qualité des marchés du travail évolue. Plusieurs facteurs sont en cause, de sorte que l'effet net de la libéralisation varie selon les pays et les régions.

C'est précisément parce qu'ils ont réalisé cela que les fondateurs de l'OMC ont intégré des "flexibilités" absolument essentielles pour les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement, lorsqu'ils ont posé les règles du commerce mondial. Cette marge de manœuvre était essentielle et l'est encore aujourd'hui. Nous sommes conscients de la nécessité d'ouvrir davantage les marchés, mais nous devons le faire dans une mesure qui permette aux institutions de s'établir dans un environnement stable. L'ouverture des échanges commerciaux doit aller de pair avec la mise en place de politiques et d'institutions appropriées.

Les pays en développement se heurtent en effet à des difficultés particulières, en ce sens que leurs institutions n'ont pas atteint leur plein essor. De surcroît, l'expansion de la main-d'œuvre exige la création d'emplois, mais l'enseignement et les organismes de formation et de qualification souffrent de défauts intrinsèques, sans compter que les carences des infrastructures sont un handicap pour la compétitivité. Même les économies aujourd'hui en pointe n'ont que progressivement ouvert leurs marchés. Aussi devons-nous trouver un juste milieu et tenir pleinement compte des contraintes des pays en développement.

L'Inde a entamé la libéralisation de son économie il y a près de 20 ans et s'est progressivement intégrée à l'économie mondiale. Elle a abaissé ses droits de douane de sa propre initiative avec, au total, un abaissement des droits à 33,3 pour cent en moyenne pour les marchandises agricoles et à moins de 9 pour cent pour les produits industriels. Notre ratio commerce/PIB a connu une progression remarquable, passant d'un modeste 20 pour cent en 1998 à plus de 50 pour cent aujourd'hui. Tant nos importations que nos exportations ont sensiblement augmenté, ce qui est la preuve de l'ouverture non démentie de l'économie indienne. Pour autant, nous avons un important déficit commercial qui, par rapport à notre PIB, est l'un des plus élevés au monde.

Pour nous, la libéralisation maîtrisée des échanges a été une réussite. L'industrie indienne a progressivement gagné en compétitivité et est à présent non seulement en mesure de faire concurrence aux importations mais est même en train de se tailler une place sur le marché mondial. Le secteur industriel indien repose en grande partie sur des petites et moyennes entreprises (PME), qui misent sur l'exportation et contribuent à la croissance économique. Les PME génèrent près de 8 pour cent de notre PIB, elles représentent 40 pour cent de nos exportations et emploient 60 millions de personnes. De ce fait, les PME exportatrices ont une importance socio-économique particulière dans notre modèle commercial.

L'ouverture commerciale est un préalable incontestable à la croissance économique et à la création d'emplois. Toutefois, le rythme de la libéralisation doit être adapté aux besoins propres de chaque pays, en fonction de sa situation socio-économique. Il faut des politiques et institutions internes pour amortir les éventuels effets pervers d'une libéralisation rapide. C'est pourquoi les PMA et autres pays en développement peuvent avoir besoin de flexibilités pour s'adapter, même une fois entamée leur intégration à l'économie mondiale. Lorsque l'économie nationale est marquée par un fort taux de chômage et l'arrivée croissante de jeunes sur le marché du travail, la demande de création d'emplois engendre des pressions politiques.

En outre, on ne peut parler d'ouverture sans évoquer la nécessité d'avoir des marchés de l'emploi ouverts. Dans le monde interdépendant qui est le nôtre, où capitaux et technologies franchissent les frontières nationales à une vitesse et dans des proportions jamais vues, comment expliquer que la main-d'œuvre ne suive pas ? Si l'on considère le commerce dans une optique de création durable d'emplois, il est indispensable de régler la question de la libre circulation de la main-d'œuvre entre les pays.

Le commerce peut parfaitement contribuer à la croissance économique, à la création d'emploi et à la lutte contre la pauvreté, à condition que l'équité dans les échanges soit respectée. Le commerce ne doit pas être un outil à la seule disposition des pays développés cherchant de nouveaux débouchés dans les pays en développement et se traduire par l'accaparement de ses bienfaits que sont la croissance, la création d'emplois et la redistribution des richesses. Un tel détournement peut avoir des effets très graves sur les pays pauvres ou en développement qui n'ont pas les moyens de lutter face aux technologies de pointe, aux capitaux, infrastructures et à la main-d'œuvre qualifiée dont disposent les pays développés. Ils ont besoin qu'on les aide à se mettre à niveau en matière d'infrastructures, de technologie et de formation professionnelle, pour atteindre une certaine parité commerciale. En attendant, il faut leur donner une certaine latitude pour éviter que leurs industries ne soient anéanties, avec le ralentissement de l'économie et l'aggravation de la pauvreté qui en résulteraient. Le commerce est un instrument puissant que les pays doivent pouvoir manier de la façon qui correspond le mieux à leur niveau de développement.

On peut s'inquiéter que des pays, principalement développés, recourent à de nouvelles formes de protectionnisme qui créent de nouveaux obstacles au commerce. Cette tendance s'est accentuée avec la crise économique et certaines régions du monde développé se sont repliées sur elles-mêmes, ce qui augure mal de l'avenir du commerce mondial.

A l'OMC, l'Inde et d'autres pays en développement ne cessent de se battre pour que l'on ne revienne pas sur les acquis du cycle de négociations en cours, le Cycle de Doha, et que le développement, qui en est l'élément central, demeure résolument présent dans toutes les négociations de l'OMC. Le Cycle de Doha est très important pour les pays en développement, surtout les PMA. Tous aspirent à la négociation d'un engagement unique. Malheureusement, on débat de questions qui n'ont d'importance que pour quelques Membres, tandis que différents groupes formels et informels tentent de faire pression pour que de nouvelles questions soient traitées dans les négociations. Le commerce est un vaste sujet et, qui plus est, un sujet important pour tout le monde. Mais le mot commerce ne doit pas être uniquement synonyme de plus de débouchés pour les pays développés. Les pays en développement et les petits pays vulnérables doivent eux aussi pouvoir tirer parti du commerce. C'est pour cela qu'il est essentiel de mener à bien le Programme de développement de Doha.